

Déshabiller Paul pour habiller Jean!

Mardi prochain, le gouvernement déposera son budget et les crédits des ministères, c'est-à-dire comment il entend garnir ses coffres en 2010-2011 et comment il dépensera ces sommes. On y lira toutes sortes de mesures qui, souhaitons-le, permettront à l'économie du Québec de reprendre le chemin de la croissance. Souhaitons-le vraiment, parce qu'avec la nuée de tarifs et d'augmentations de toutes sortes qui s'ajouteront au cours des mois à venir, cela doit s'accompagner d'un plan énergique et courageux auquel. Le gouvernement mettre l'épaule à la roue et avoir un plan.

Au fil des ans, le Québec s'est doté d'un solide filet social conforme à ses valeurs. Toutefois, et n'en déplaise à certains, dans le système économique qui est le nôtre, la création de richesse ne peut se faire sans la croissance des entreprises. Celles-ci prennent des risques, ouvrent de nouveaux marchés, innovent et investissent, ce qui se traduit par une hausse du niveau d'activité économique qui profite à toute la collectivité.

Et qui donc assume une bonne partie des coûts de notre filet social? Les 60% des citoyens qui payent de l'impôt, mais aussi toutes les entreprises. Peu de gens réalisent que ce sont les entreprises qui financent 100 % des coûts de la CSST, 60 % du régime d'assurance parentale et une part similaire de l'assurance-emploi. Et la valse continue : bureaucratie supplémentaire, notamment du côté de l'équité salariale, hausse prévisible de la contribution à la régie des rentes...etc. Ces contributions, qui ne sont pas toujours explicites, entrent directement dans les coûts de production. Ainsi, nos entreprises se trouvent désavantagées face à leurs concurrents hors-Québec. L'ensemble fait perdre temps et argent, éloignant les entreprises de leur mission première qui est d'accroître leur compétitivité.

À l'heure où tous les efforts doivent converger vers une hausse de notre productivité, les entreprises refusent de se voir imposer de nouvelles surcharges, si l'appareil gouvernemental ne contribue pas pour sa part à une recherche systématique d'une meilleure allocation de nos ressources.

L'augmentation de la richesse collective ou du panier de services des Québécois ne doit pas se faire par l'appauvrissement des entreprises.